

Table des matières

1. Augmentation des priorités en matière de sécurité
2. Démanteler le réseau des risques de corruption
3. Comprendre les incidences de la corruption sur la sécurité
4. Surmonter les épreuves



Corruption et (in)sécurité

La menace d'une invasion étrangère ne constitue plus la seule préoccupation dominant l'ordre du jour des Etats en matière de sécurité. Désormais, la liste des dangers s'étend à la menace que représentent les acteurs non-étatiques et les groupes terroristes ainsi que des risques touchant à la sphère sociale, à l'économie et à l'environnement. Ces pressions, de nature interne ou externe, qui attisent la violence et alimentent la corruption minent la sécurité nationale et contribuent à déstabiliser le système mondial.

Afin d'élaborer des politiques de sécurité publique efficaces, il est impératif que les états reconnaissent l'implication de la corruption dans le déclenchement et l'amplification de ces dangers. Dans certains pays, voire certaines régions du monde, la corruption agit tel un *catalyseur* de l'insécurité.

Il arrive notamment que des individus impliqués dans le trafic d'armes emploient les revenus de leurs activités illicites pour acheter leur passage aux frontières afin de mener leurs campagnes d'intimidation à l'encontre d'autres Etats.

**Redéfinir la sécurité au
21^{ème} siècle**

Le terme « sécurité » fait souvent référence à la protection d'une nation ou d'un ensemble de pays ainsi que leurs citoyens, leurs biens et leur territoire contre d'éventuelles menaces extérieures. Ces risques, de nature militaire ou civile, sont l'œuvre d'auteurs et de secteurs variés.²

Des réponses appropriées, fondées sur cette analyse précise en matière de sécurité, impliquent des actions et des politiques tant préventives que défensives. On considère que la police nationale, l'armée et les autorités civiles jouent généralement ce rôle de garants de la nation.

Toutefois, une conceptualisation élargie de la sécurité a évolué de manière à s'intéresser aux multiples variables qui la conditionnent. Ce processus reflète une évolution des mentalités qui concevaient autrefois l'armement comme la principale solution au problème de l'insécurité mais également à la source de ce même problème et les conflits uniquement d'un point de vue interétatique.

Ainsi, il est admis que des facteurs socio-économiques, technologiques et environnementaux jouent un rôle équivalent et contribuent à la propagation et à la création de risques sévères qui exigent non seulement l'intervention des Etats, mais également la mise en œuvre d'une politique de prévention et de limitation des risques.³

Dans d'autres cas encore, la corruption se situe à l'origine même du phénomène de déclin de la sécurité. En effet, un Etat qui repose sur un système corrompu pour maintenir son pouvoir en place, pourra se situer à la source du phénomène d'insécurité en agissant telle l'étincelle qui déclenche les conflits et troubles politiques, économiques et sociaux.

Il est ainsi nécessaire d'adopter des politiques de sécurité publique et des approches en matière de lutte contre la corruption qui prennent en compte ces corrélations et qui permettent d'examiner le contexte général à l'origine de ces réseaux de dangers pour la sécurité, tant sur le plan national qu'international.

1. Augmentation des priorités en matière de sécurité

Le concept traditionnel de sécurité publique, purement militaire, a cédé la place à un niveau de menaces accru auquel sont désormais confrontés les citoyens et les communautés (voir encadrés). En effet, la liste actuelle des préoccupations relatives à la sécurité ne cesse de s'allonger. Les produits dérivés de la corruption tels que le marché noir, les flux d'immigration clandestine, y compris des réfugiés, ainsi que toutes exactions perpétrées par les pouvoirs publics, des élections truquées ou encore la dégradation de la santé et de l'environnement font aujourd'hui tous partie de cette liste des menaces.

Lorsque les risques de corruption viennent s'ajouter aux menaces qui pèsent sur la sécurité publique, le résultat risque alors de compromettre la sécurité de millions de citoyens, et ce dans le but de servir les intérêts d'une poignée d'individus. De la même manière, un acte de corruption détient le pouvoir de déclencher à lui seul une chaîne d'événements susceptible de faire voler en éclats le système de sécurité nationale et de saper la stabilité d'un pays. Ainsi, les pots-de-vin et la corruption qui contribuent à faciliter le passage de terroristes au travers de frontières leur permettent d'atteindre leurs objectifs, tel qu'il a été à la fois démontré et bien documenté du Kenya à la Russie, ou encore du Maroc à la Thaïlande. Par ailleurs, la fabrication de produits de contrebande par des réseaux criminels contribuera au financement de leurs activités à l'encontre de l'état, tels que l'ont fait des groupes armés en Arménie, en Azerbaïdjan et Géorgie.¹ Enfin, les bénéfices publics des ressources naturelles risquent d'être détournés par des hommes politiques pour armer des militaires afin de maintenir le statu quo entre les gouvernements de deux pays, comme ce fut le cas entre le Soudan et le Tchad. Comme chacun de ces exemples le démontre, différents types de corruption ont un impact négatif le cadre plus général des préoccupations des Etats en matière de sécurité nationale.

2. Démanteler le réseau des risques de corruption

La corruption contribue à la fois, dans ce cadre, à favoriser et à créer des menaces pour la sécurité tant au niveau mondial, que régional et national. Des études ont permis de démontrer qu'il n'était pas surprenant d'observer qu'une corruption élevée et une extrême insécurité se développaient simultanément dans de nombreux pays où la redevabilité et la transparence étaient faibles.⁴ En effet dans ce contexte, la corruption permet à différents protagonistes d'œuvrer de concert à divers niveaux pour miner les piliers de la sécurité de l'Etat que sont les composantes politiques, militaires, sociales, économiques et l'environnement :

- ☉ *Politique* : « soudoyer » des candidats politiques, l'autorité judiciaire ou les forces de police. Les sommes échangées entre trafiquants de drogue, hommes d'affaires ou dirigeants politiques contribueraient ainsi à influencer les décisions en matière de sécurité.
- ☉ *Militaire* : des processus frauduleux ou troubles de passations de marchés publics effectués par des ministères ou des entreprises privées.
- ☉ *Social* : l'instrumentalisation de la corruption et du pouvoir par des bandes mafieuses tend à favoriser le trafic d'être humains et celui des armes légères et de petit calibre (voir encadré page 4).
- ☉ *Économique* : le détournement des revenus publics de l'exploitation des ressources naturelles pour financer des groupes rebelles ou paramilitaires.
- ☉ *Environnement* : le paiement de pots-de-vin par certains gouvernements et entreprises privées afin de pouvoir déverser des déchets et des matières dangereuses dans des zones où résident des communautés marginalisées.

Les gouvernements constituent à la fois une partie de la solution et du problème lorsqu'il s'agit de traiter ces problèmes d'insécurité. Dans le cas de pays tels que la Chine, le Chili, l'Allemagne ou la Jordanie, les efforts publics de lutte contre la corruption ont permis de cibler une ou plusieurs dimensions des risques touchant à la sécurité d'un Etat. D'autres exemples ont démontré que certains gouvernements avaient systématiquement eu recours à la corruption pour alimenter les conflits tant au niveau national que régional voire même mondial au détriment de la sécurité de leurs citoyens. Ainsi, dans l'Indice de perception de la corruption 2008 (CPI) réalisé par TI, le Tchad (1,6), la République démocratique du Congo (1,7), la Birmanie (1,3) et le Soudan (1,6) se situent dans les 5 derniers pourcents des pays étudiés. Par ailleurs, les gouvernements de ces pays font d'ailleurs également partie du groupe de pays auteurs des pires exactions envers leurs propres citoyens.

Dans le même temps, on observe que la corruption et l'insécurité surviennent dans des états relativement stables et bien administrés lorsque des manquements se font jour tant au niveau de la redevabilité, que de la transparence et de l'intégrité. De récents scandales relatifs aux pratiques opaques dans l'industrie de la défense, ayant éclaté aux États-Unis et au Royaume-Uni, ont permis de rappeler à l'opinion publique l'ampleur dévastatrice de la corruption. En effet, suite à la découverte de contrats militaires et pétroliers frauduleux, bafouant à la fois les administrations américaines et irakiennes, les transactions américaines en Irak ont dû faire l'objet d'une surveillance étroite.⁵ Une enquête réalisée par l'inspecteur général pour la reconstruction de l'Iraq a démontré que l'Autorité provisoire de la coalition (Coalition Provisional Authority, CPA) était responsable de la mauvaise gestion de contrats à hauteur de 88,1 millions de dollar représentant au moins 11 projets surfacturés. Cette enquête a également permis de constater la disparition d'armes pour une valeur de 36 millions de dollar. Dans cette affaire, les personnes incriminées étaient issues à la fois des secteurs public et privé des deux pays impliqués. Le cynisme des citoyens américains, interrogés par TI pour le Baromètre Mondial de la Corruption 2007 sur les efforts déployés par leur gouvernement dans la lutte contre la corruption, a placé les États-Unis dans le

Placer l'Homme au centre du paradigme de sécurité

Le concept de « sécurité humaine » est apparu comme une alternative à la notion qui tenait compte uniquement des moyens de défense étatiques en cas d'attaques extérieures. Ce concept s'intéresse donc aux moyens de protéger les citoyens et les communautés contre un niveau accru de menaces incluent les guerres civiles, les génocides et les déplacements de populations.

Les efforts déployés visent ainsi à identifier et à répondre aux sources du problème qui met en danger la vie des individus et leurs moyens de subsistance, ainsi que ceux des communautés et des pays.

Ainsi, le développement économique, la justice sociale, la protection de l'environnement, le processus de démocratisation, la réforme de la justice, le désarmement et le respect des droits de l'Homme⁶ constituent autant de solutions politiques au problème.

Le crime organisé : un risque transnational

Une récente série d'enquêtes d'opinion réalisée dans les pays membres de l'Union européenne (UE) a permis de révéler que le crime organisé et ses ramifications avec la corruption figuraient parmi les préoccupations principales des citoyens de l'UE.

Un sondage *Eurobaromètre* (2007), réalisé parmi les citoyens des pays membres de l'UE, a révélé que le crime organisé et le terrorisme représentaient les domaines à traiter en priorité conjointement avec les États voisins (61 % des personnes interrogées). Ces préoccupations constituaient également le problème de politique nationale le plus fréquemment mentionné parmi les États Membres de l'UE, classé au 3^{ème} rang avec 23 %, après la justice sociale 43 % et la paix et la sécurité 27 %.

Ces résultats font suite aux conclusions du précédent sondage *Eurobaromètre* (2005) révélant que plus de la moitié des citoyens de l'UE, 54 %, considéraient la corruption comme étant la force motrice à l'origine du crime organisé dans leur pays.¹⁰

À titre d'exemple, les bandes mafieuses dans l'UE, particulièrement en Albanie, en Roumanie et en Turquie, ont entretenu des liens avec des filières de trafic d'êtres humains qui versent des pots-de-vin aux gardes-frontières et emploient des réseaux personnels pour déplacer leurs victimes d'un pays à l'autre.

« Si les douanes, la police et les professionnels de la sécurité sont corrompus, alors aucun procédé ultramoderne n'offrira à nos citoyens la sécurité qui leur est due. Si les fonctionnaires corrompus fournissent de faux papiers d'identité, les terroristes pourront se déplacer plus librement à travers le monde et nos sociétés en seront d'autant plus menacées ».

- Ron Noble, Secrétaire général d'Interpol¹¹

groupe de pays les moins performants aux cotés notamment de l'Argentine, l'Albanie et la Russie.⁷

3. Comprendre les incidences de la corruption sur la sécurité

Les priorités nationales en matière de sécurité ont curieusement été déconnectées du discours anti-corruption dans certains pays, notamment en ce qui concerne les préoccupations plus traditionnelles relevant de la défense et de la surveillance des frontières. On observe toutefois une distorsion des politiques élaborées selon des principes de sécurité nationale lorsque l'on introduit le facteur corruption.

La corruption, en combinant des préoccupations d'ordre politique, militaire, social, économique et environnementale, risque à la fois de *favoriser* et d'*engendrer* une augmentation des risques relatifs à la sécurité des nations et des citoyens. Dans les deux cas, une insécurité accrue menace de générer une corruption accrue, résultant ainsi en un cercle vicieux. Il se peut que certains gouvernements exploitant un sentiment d'insécurité croissant, réel ou perçu, chez leurs citoyens, se mettent à agiter le drapeau de la « sécurité nationale » pour mieux dissimuler des informations et des exactions dont ils sont les auteurs, ou encore des actions qui contribuent précisément à accroître les menaces contre la sécurité nationale. Ce phénomène d'opacité se produit au moment où les financements traditionnels à destination des programmes de sécurité connaissent une réelle expansion. Au cours des 10 dernières années, les dépenses militaires au niveau mondial ont fait un bond de 37 %, avec les États-unis comptant à eux seul pour plus de la moitié de ses dépenses.⁸

La corruption permet de *favoriser* le phénomène d'insécurité à travers différentes filières et par le biais de protagonistes divers. Elle contribue à :

- ☉ *Servir de complice à la violence.* La corruption a favorisé l'acquisition d'armes et d'arsenaux nucléaires situés en dehors du territoire national pour certains pays, souvent des états fragiles ou traversant une période de transition. Ainsi, certaines républiques issues de l'ex URSS (notamment le Belarus, la Géorgie et le Tadjikistan) ainsi que d'autres pays tels que le Pakistan se trouvent en tête de la liste des nations qui exportent des équipements présentant un danger mortel.⁹ Par ailleurs, les versements de paiements aux postes de contrôles ont également servi à garantir aux terroristes un point de passage sûr pour traverser les frontières et perpétrer leurs attentats. À titre d'exemple, des enquêteurs russes ont réussi à remonter la piste de l'attentat contre le vol commercial perpétré en 2004 par des insurgés tchéchènes, grâce au versement d'un pot-de-vin d'un montant inférieur à 180 dollar pour monter à bord de l'appareil, et ce sans aucun contrôle préalable d'identité.
- ☉ *Réduire les ressources publiques dans les secteurs clés.* Lorsque le spectre de la corruption s'étend au processus de prise de décisions, des ressources, déjà d'ordre limité pour permettre de traiter l'ensemble des questions relatives à la sécurité, se trouvent soit réduites à une peau de chagrin du fait de leur emploi inapproprié, soit détournées pour servir des objectifs personnels. À titre d'exemple, des études ont permis de démontrer le lien existant entre corruption et détournement des fonds publics pour financer la défense au détriment de services de base,

phénomène qu'il est possible de mesurer grâce à la part du PNB consacrée à chaque secteur.¹²

- ④ *Affaiblir la redevabilité d'un gouvernement donné.* Des prérogatives législatives et exécutives octroyées par le vote des citoyens sont susceptibles de détournement de la part d'élus peu scrupuleux cherchant à esquiver des questions de redevabilité liées aux décisions militaires ou aux actions gouvernementales dans d'autres sphères. Dans un cas de figure où la redevabilité est faible, les ventes d'armes et le soutien militaire pourraient être accordés à des pays selon des critères ambigus et des processus décisionnels opaques. Ainsi les entreprises militaires privées et les opérations de sécurité exécutées à l'échelle d'une région pourraient passer inaperçues si elles ne faisaient pas l'objet de contrôles appropriés et de moyens de protection permettant de guider leurs actions.
- ④ *Limiter l'accès à l'information.* Du fait de l'augmentation de la perception de l'insécurité pour l'opinion publique, certains gouvernements pourraient exploiter la notion de « sécurité nationale » à des fins pernicieuses, telle la répression à l'encontre des dissidents ou encore pour détourner l'attention de l'opinion publique d'éventuels soupçons sur des activités de corruption. Par ailleurs, ce « voile que représente la sécurité nationale » pourrait notamment servir à empêcher l'accès aux informations sur l'attribution de contrats dans le domaine de la défense. Même en temps de paix, les questions relatives à la « sécurité » de l'Etat ont toujours été considérées comme ne relevant pas du domaine public. À titre d'exemple, les règles de finances publiques du Fonds Monétaire International ou de la Banque mondiale n'exigent pas des États membres qu'ils fassent un rapport sur le budget consacré à la défense, alors qu'en revanche la transparence est de rigueur en ce qui concerne des domaines tels que l'éducation, la santé ou la justice.¹³
- ④ *Promouvoir l'impunité.* C'est particulièrement en période de conflits armés que les droits des citoyens, tel que le droit à un jugement impartial, sont bafoués au nom de la lutte contre le « terrorisme » ou de la « sécurité nationale ». Ainsi, les citoyens, voyant leur sécurité personnelle menacée sont découragés au moment de dénoncer des cas de corruption. À cet effet, une loi approuvée en Russie en 2006 a permis de considérer que dorénavant, toute critique émise à l'égard d'un représentant officiel du gouvernement constituerait un acte extrémiste. Dans des pays tels que la Chine, la Jordanie, le Népal ou les États-Unis, certains actes de dissidence politique ont été réexaminés à la lumière des mesures anti-terroristes et tombent désormais sous le coup de la loi. La liberté d'expression est d'autant plus vulnérable dans ce type de situation que les protections existantes se trouvent fragilisées. Dans certains cas, il arrive que les journalistes soit forcés à révéler leurs sources ou encore que des articles ne soient pas publiés. Au demeurant, bien que 100 pays aient adopté des lois destinées à protéger les journalistes et leurs sources, on déplore l'absence criante sur cette liste de pays tels que les États-Unis, le Canada, les Pays-Bas ou l'Irlande.

« Le secret constitue une forme de corruption, même lorsqu'il ne sert pas à occulter l'enrichissement illégal de membres du gouvernement... Comment s'assurer que des ressources destinées à financer le développement des régions d'un pays donné serviront cet objectif au mieux, si les gouvernements refusent de révéler comment ils investissent des proportions significatives de leur budget national ? »

- Oscar Arias, Prix Nobel de la Paix et Président du Costa Rica¹⁴

La corruption peut également être à l'*origine* des problèmes liés à l'insécurité ; en particulier lorsque les abus systémiques des gouvernements les placent à la source du problème. Dans ces cas de figure, la corruption contribue à :

- ☉ *Aggraver les menaces contre la sécurité.* On estime que les exportations d'armes représentent à elles seules à 50 % de toutes les transactions de corruption à échelle mondiale, alors qu'elles représentent moins d'un pourcent des échanges commerciaux internationaux.¹⁵ La corruption participe au développement du trafic d'armes en permettant à des ruptures dans la livraison de fournitures de passer inaperçues. On estime que les ventes d'armes légères sur le marché noir s'élèvent à elles seules à 10 milliards de dollar par an¹⁶. À cause du commerce illégal et des faibles contrôles à l'export, un pays qui vend légalement un stock d'armes à des fournisseurs et partenaires encourt le risque que ces armes se retrouvent entre les mains de leurs pires ennemis, ce qui représenterait une menace réelle pour la sécurité du pays en question, comme ce fut le cas notamment en Colombie, au Panama, en Irak, en Somalie, en Haïti et en Afghanistan. Bien que la pression auprès des Nations Unies ait été soutenue en faveur de l'élaboration d'un traité pour combler les vides juridiques en la matière, et d'autres problèmes relatifs à l'armement excessif, toute action se trouve actuellement ajournée du fait de la réticence d'exportateurs majeurs tels que les États-Unis.
- ☉ *Alimenter les conflits.* Le pillage systématique et l'appropriation frauduleuse de fonds publics par certains gouvernements corrompus contribuent à alimenter le mécontentement et les conflits parmi la population de ces pays, comme l'ont démontré de toute évidence les mouvements séparatistes en Indonésie et au Nigeria, deux pays riches en ressources naturelles. Les sommes détournées ont directement servi au soutien des insurgés par le passé (notamment en Afghanistan et en Irak), à s'attaquer à la population (au Soudan) et à exporter le conflit (au Libéria). Des protagonistes autres que les États peuvent également entrer en ligne de compte et faire usage de financements générés par le trafic de drogues, le marché noir et d'êtres humains pour financer des actes de violence. À titre d'exemple, la section nationale de TI en Colombie a analysé la nature des liens existant entre le trafic de drogues, les groupes insurgés armés et les détournements de l'État.¹⁷
- ☉ *Promotion des détournements de l'État et des exactions.* Lorsque la corruption dicte les règles du jeu, l'augmentation des dépenses publiques ne rime plus nécessairement avec une politique de sécurité plus efficace. Même dans un contexte où le flux des financements en faveur des armées alliées augmente, il est fort probable que l'efficacité et la durabilité des dépenses soient compromises si les gouvernements destinataires sont corrompus. À titre d'exemple, l'augmentation du financement militaire des kleptocraties servira uniquement à appuyer des gouvernements impopulaires et par conséquent à accroître l'insécurité.
- ☉ *Déstabiliser les régions du monde et le système international.* Des pays aussi divers que le Liban, le Pakistan, le Soudan et le Congo font partie d'un réseau de nations où la corruption interne contribue à l'affaiblissement de la sécurité mondiale et constitue de fait une menace

pour la paix internationale.¹⁸ Les enjeux présents, passés et futurs de ces pays résident dans la prévention et la résolution des conflits qui constituent une entrave au processus de construction de la paix et qui alimentent l'insécurité tant au niveau économique et social qu'environnemental.

- ☉ *Entraver les processus de paix.* Les cas de figure où des allégations de corruption viennent compromettre les processus de paix contribuent à accroître l'instabilité au lieu de la réduire, comme ce fut le cas en Haïti, au Sri Lanka et au Timor oriental.¹⁹ Des recherches menées dans la région du Caucase du Sud ont démontré que le rétablissement de la paix était souvent difficile à réaliser lorsqu'un camp percevait l'autre comme étant corrompu.²⁰ La corruption contribue également à compliquer le processus de démobilisation, de désarmement et les initiatives de réintégration des forces armées. Ainsi, des anciens seigneurs de guerre pourront fuir avec l'argent accompagnés d'une poignée d'acolytes, en laissant derrière eux des combattants dénués de ressources mais toujours armés.

4. Surmonter les épreuves

Il est certes difficile de faire évoluer les perceptions, les comportements et les normes. Toutefois, ces changements demeurent essentiels lorsqu'il s'agit de rompre les liens qui se sont formés entre corruption et insécurité. Ainsi, cette initiative appelle un recentrage des politiques de sécurité qui nécessitera les travaux d'un groupe de travail constitué de parties prenantes issues à la fois du gouvernement et de représentants d'autres secteurs de la société.

Cette initiative devra également impliquer la diminution simultanée des risques de corruption et des menaces d'insécurité, ce qui n'est pas une tâche aisée étant donnée l'étendue des problèmes que représentent ces enjeux. Pour pouvoir mener à bien ces travaux, les efforts devront se porter sur la construction d'une volonté politique tant au niveau régional que national, d'une part, afin de garantir que l'utilité d'un ordre du jour intégré à différentes initiatives sectorielles pour renforcer les politiques de sécurité soit comprise et acquise et d'autre part, pour permettre d'examiner les différents risques engendrés par la corruption (voir encadré).

Certains moyens de concrétiser ces changements pourraient être :

Militaires :

- ☉ Travailler aux côtés de l'armée afin de mettre l'accent sur le gain en efficacité grâce à l'élimination de la corruption, impliquant davantage de transparence dans la divulgation des règles de passation de marchés, l'application des codes de conduite (anti-corruption) et des pactes d'intégrité (entre gouvernements et fournisseurs).
- ☉ Organiser des ateliers de formation destinés aux responsables de la sécurité et aux citoyens sur les méthodes permettant de renforcer les mesures préventives anti-corruption. Un programme développé par la section nationale de TI au Royaume-Uni (www.defenceagainstcorruption.org) a entrepris d'étendre cette initiative à d'autres régions du monde.

Contextualiser la « sécurité » et son rôle dans la corruption

Identifier des points d'entrée permettant de traiter les risques pour la sécurité facilités et causés par la corruption constituera un processus conditionné par les contextes culturels de chaque pays.

Dans de nombreux pays arabes, les gouvernements sont perçus comme les « gardiens de l'État » situé au-dessus des exigences des citoyens en ce qui concerne l'accès à l'information, la transparence ou la redevabilité de leurs actions. En Arabie Saoudite et dans d'autres états du Golfe, par exemple, le manque de redevabilité a créé un terrain fertile à la corruption qui se développe à l'intérieur des institutions chargées de la sécurité de ces pays.

Dans d'autres états encore, les questions relatives à la « sécurité » sont considérées comme des affaires relevant uniquement de la défense, de nature sacrée et hors de la portée des citoyens et de la loi. Entre autres, le Soudan, la Syrie et la Libye sont réputés pour leur manque de transparence lorsqu'il s'agit des questions administratives, financières et opérationnelles relatives à la sécurité.

Corruption et (in)sécurité

Politiques :

- ☉ S'associer au pouvoir législatif pour concevoir une stratégie de sécurité qui domine les mesures anti-corruption et qui examine de quelle manière ces dernières s'articulent de façon à compléter les politiques appliquées à différents secteurs.
- ☉ Établir un dialogue avec les représentants officiels des ministères sur la question des réseaux que la corruption emprunte pour compromettre les différentes dimensions de la sécurité. L'expérience réalisée par la section nationale de TI en Pologne a permis de démontrer de quelle manière ces échanges pouvaient entraîner des changements institutionnels. Dans ce cas, les travaux entrepris ont conduit à la création d'une politique anti-corruption au ministère de la Défense.
- ☉ Référencer les codes tant au niveau mondial que régional afin d'assister les gouvernements dans la conception de politiques plus efficaces permettant de s'attaquer à la racine du problème. Ces codes incluent notamment les directives du Comité d'aide au développement (CAD) produites par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur l'appui apporté à la prévention des conflits armés.
- ☉ Travailler sur des réformes du judiciaire et de la police avec pour objectif de limiter les opportunités de cooptation en faveur des élites politiques, du monde des affaires en cours de procédure ou encore en faveur de groupes terroristes ou liés au marché noir.

Sociaux :

- ☉ Identifier de quelle manière la corruption favorise et engendre l'insécurité, via les auteurs impliqués et les conséquences encourues. Une telle évaluation doit également s'intéresser aux conséquences des efforts anti-corruption lorsqu'ils s'avèrent efficaces ou encore lorsqu'ils vont à l'encontre des intentions initiales. Il se peut que les efforts de démilitarisation déployés pour enrayer le flux de corruption qui fait suite aux conflits engendrent une violence accrue si les pays concernés n'offrent pas d'indemnités compensatoires et incitations financières aux combattants dans le cadre de programmes de retour au pays. Le démantèlement de marchés illégaux alimentés par la corruption contribue également à un niveau de violence et d'insécurité accru une fois que les règles du jeu ont changé.
- ☉ Mener des activités de soutien et de plaidoyer auprès des électeurs permet de démontrer de quelle façon la petite corruption, la vente au marché noir et l'achat de contrefaçons sont autant de causes qui contribuent à l'affaiblissement de la sécurité, de la même manière que les contrats militaires douteux et les exportations d'armes qui manquent de transparence.

Économiques :

- ☉ S'appuyer sur la Convention anti-corruption de l'OCDE et la Convention des Nations Unies contre la Corruption (CNUCC) pour aider les pays à

élaborer des structures permettant d'encourager la prévention et de sanctionner la corruption (en partenariat avec les parlementaires et la société civile).²¹ L'ordre établi et l'utilisation d'un organe anti-corruption indépendant pourront contribuer à l'avancement de ces travaux.

- ☉ Travailler de concert aux côtés de différentes industries, tels que la défense, les forêts, l'agriculture, des protagonistes publics, privés et la société civile, pour développer des solutions permettant de contrer les facteurs déclencheurs de la corruption et de l'insécurité. La signature de pactes sectoriels pour promouvoir des processus de passation de marché transparents pourrait constituer un domaine d'action dans ce sens.

Environnement :

- ☉ Tirer profit des traités internationaux existants sur les thèmes du climat, de l'énergie, de la nourriture et de la santé constitue un premier pas pour déstructurer la relation subsistant entre environnement, sécurité et corruption. De la même manière que la dégradation de l'environnement ne connaît pas de frontières, les solutions dans ce domaine devront avoir une portée internationale.
- ☉ Intégrer l'élaboration de politiques participatives en matière de transparence des investissements publics dans les programmes dédiés à l'environnement. Cette initiative permettra aux décideurs d'être tenus pour responsables de toute inégalité qui serait constatée dans le financement entre différents secteurs et au niveau des risques plus traditionnels qu'encourt la sécurité le cas échéant.

La perspective d'un niveau de risque accru en matière de sécurité nationale et internationale permettra aux gouvernements de mieux intégrer les mesures anti-corruption dans leur réponse à ces enjeux. Sans une évolution à ce niveau, toutes les atteintes à la sécurité s'étant produites dans le passé pourraient bien devenir les tragédies de demain. ☉

Corruption et (in)sécurité

Références bibliographiques :

- ¹ Voir : Natalia Mirimanova et Diana Klein (ed.), *Corruption and Conflict in the South Caucasus* (Londres, Royaume-Uni : International Alert, janvier 2006). www.international-alert.org/caucasus/index.php.
- ² Veuillez consulter : OTAN, *Glossaire OTAN-Russie de termes politiques et militaires contemporains* (Bruxelles, Belgique : OTAN, 2001). www.nato.int/docu/glossary/eng/index.htm; 'The Global Legal Information Network (GLIN)': www.glin.gov; 'The Scottish Information Commissioner' : www.itspublishknowlegde.info/Law/FOISA-ElRsGuidance/section31/DefinitionOfKeyTerms31.asp.
- ³ Voir : Alyson J.K. Bailes, « Introduction : The world of security and peace research in a 40-year perspective », *SIPRI Yearbook 2006* (Stockholm, Suède : SIPRI, 2007). <http://yearbook2006.sipri.org/intro>. « Institut de l'Université des Nations Unies pour l'Environnement et la Sécurité Humaine (UNU-EHS) : www.ehs.unu.edu/file.php?id=40 » ; La commission sur la sécurité humaine : www.humansecurity-chs.org.
- ⁴ Voir : Paul Collier, « Africa Left Behind », *Economic Affairs*, vol. 26 No. 4 (2007) ; Susan E. Rice, « The National Security Implications of Global Poverty », discours à la Faculté de Droit de l'université du Michigan (Ann Arbor, Michigan, 2006). www.brookings.edu/views/speeches/srice/20060130.pdf.
- ⁵ Voir : Nikos Passas, *Corruption in the Procurement Process / Outsourcing Government Functions : Issues, Case Studies and Implications* (Austin, Texas : Institute for Fraud Prevention, février 2007).
- ⁶ Pour différentes définitions de la sécurité humaine, voir Le rapport sur le projet de sécurité humaine de Simon Frasier University : www.hsraroup.org/index.php?option=content&task=view&id=344&Itemid=69. Pour consulter des définitions des Nations Unies, voir également : www.un.org/esa/ffd/doha/index.htm and www.gdrc.org/sustdev/husec/Definitions.pdf.
- ⁷ En réponse à la question posée aux personnes interrogées à savoir ce qu'ils pensaient des efforts de leurs gouvernements pour combattre la corruption : très efficaces, assez efficaces, ni efficaces ni inefficaces, assez inefficaces ou inefficaces. Consultez : Transparency International, *Baromètre mondial de la corruption* (Berlin, Allemagne : Transparency International, 2007). www.transparency.org/content/download/27256/410704/file/GCB_2007_report_en_02-12-2007.pdf.
- ⁸ Voir : Petter Stålenheim, Catalina Perdomo et Elisabeth Sköns, « Chapter 8 : Military Expenditure », *SIPRI Yearbook 2007 : Armaments, Disarmament and International Security* (Stockholm, Suède : Oxford University Press et SIPRI, 2007). <http://yearbook2007.sipri.org>.
- ⁹ Voir : Peter Grier, Faye Bowers et Owais Tohid, « Pakistan's Nuclear Hero, World's No.1 Nuclear Suspect », *Christian Science Monitor*, 2 février 2004. www.csmonitor.com/2004/0202/p25s01-wosc.html.
- ¹⁰ Pour les données concernant l'année 2005, voir : Eurobaromètre, *Opinions sur la criminalité organisée et transfrontalière et la corruption*. Sondage spécial Eurobaromètre 245 / vague 64.3 (Bruxelles, Belgique : Union européenne, septembre 2006). http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_245_sum_en.pdf. Pour des données concernant l'année 2007, voir : Eurobaromètre, *Les relations de l'Union européenne avec ses voisins : un sondage sur les attitudes dans l'Union européenne*. Sondage spécial Eurobaromètre 285 / vague 67.3 (Bruxelles, Belgique : Union européenne, septembre 2007). http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_285_en.pdf. Il est important de noter que les chiffres pour 2007 concernent 27 pays alors que ceux de l'année 2005 couvrent un échantillon de 25 pays.
- ¹¹ Voir : Ronald K. Noble, « The role of the police in fostering political commitment », 10^{ème} Conférence internationale anti-corruption (Prague, République Tchèque, 8 octobre 2001). www.interpol.int/public/ICPO/speeches/20011008.asp.
- ¹² Voir : Claire Delavallade, « Corruption and distribution of public spending in developing countries », *Journal of Economics and Finance*, Vol. 30(2) : 222-239 (juin 2006); S. Gupta, L. de Mello, and R. Sharan, « Corruption and Military Spending », *European Journal of Political Economy*, vol. 17 : 749-777 (2001).
- ¹³ Les recommandations actuelles à la Banque mondiale pour le programme de dépenses publiques et de responsabilité financière (PEFA) suggère d'ajouter les dépenses dédiées à la défense à cette évaluation ou alors d'adapter l'outil existant aux pays intéressés par son application à ce secteur particulier.
- ¹⁴ La citation provient d'un discours effectué par le Président Arias auprès de la Banque interaméricaine de développement en novembre 2000. Voir : Paul Constance, « Secrecy is a form of Corruption », *BID Amérique* (février 2001). www.iadb.org/idbamerica/index.cfm?thisid=1193.
- ¹⁵ Ces chiffres correspondent à des estimations du Département pour le commerce des États-Unis. Consultez : Mark Pyman, « Corruption and the Lack of Transparency in Defence Procurement », document de TI-Royaume-Uni présenté à la conférence « Commerce d'armes et développement. Un séminaire océanique ». (Bruxelles, Belgique, 2-3 novembre 2005). La sur-représentation de ces chiffres de l'industrie est confirmée par d'autres conclusions. L'indice des payeurs de pots-de-vins réalisés par Transparency International a démontré qu'il se plaçait en seconde position des secteurs les plus susceptibles de recevoir des pots-de-vins (2002).
- ¹⁶ Le Réseau international d'action sur les armes légères, RAIAL, estime que le montant des affaires relatives au marché noir des armes légères s'élèverait entr 2 milliards de dollar et 10 milliards de dollar chaque année. Consultez : www.iansa.org/media/wmd.htm.
- ¹⁷ Voir : *Transparencia Colombia, Conflicto armado y delincuencia organizada : Escenarios de corrupción. A propósito del caso de Colombia. Cuadernos de Transparencia No. 13* (Bogota, Colombie : Transparencia Colombia, 2007). www.transparenciacolombiana.org.co/Portals/0/Descargas/publicaciones/TRANSPARENCIA%2013.zip.
- ¹⁸ Voir : La Banque mondiale, *Engaging with Fragile States* (Engagement de la Banque mondiale auprès des États fragiles) (Washington, DC : Banque mondiale, 2006). www.worldbank.org/ieg/licus/download.html.
- ¹⁹ Voir : Karen Hussman, « 'Thought Piece' : What is corruption in conflict zones ». Exposé présenté lors de la conférence « The Nexus » : *Corruption, Conflict & Peacebuilding Colloquium*. (Boston, Massachusetts, 13 avril 2007). <http://fletcher.tufts.edu/corruptionconf/pdf/Hussmann.pdf>.
- ²⁰ Voir : Natalia Mirimanova et Diana Klein (ed.), *Corruption and Conflict in the South Caucasus* (Londres, Royaume-Uni : International Alert, janvier 2006). www.international-alert.org/caucasus/index.php.
- ²¹ Les directives du Comité d'aide au développement déclarent explicitement que la corruption constitue un obstacle tant pour la paix sociale que pour le développement économique, elles incluent dans leurs recommandations la nécessité de garantir la transparence, la lutte contre la corruption et de renforcer les normes et les mécanismes anti-corruption.

© 2008 Transparency International. Tous droits réservés.

Transparency International (TI) est l'organisation internationale de la société civile au premier plan de la lutte contre la corruption. Grâce à ses 90 chapitres nationaux dans le monde entier et à son Secrétariat basé à Berlin, en Allemagne, TI sensibilise l'opinion publique aux effets néfastes de la corruption et travaille de concert avec les gouvernements, le secteur privé et la société civile pour développer et mettre en œuvre des mesures efficaces visant à la combattre.

ISSN 1998-6408

Ce document de travail a été préparé par le département de recherche et de politique du Secrétariat de TI. Les sections nationales suivantes ont contribué de manière substantielle à ce document de travail : la Colombie, le Liban, la Palestine, le Royaume-Uni et les États-Unis. Ont collaboré à ce document de travail les collègues suivants : Dr Åse Grødeland (CMI – Norvège) et Dr Nikos Pasas (Northeastern University – États-Unis).

Pour plus d'informations sur les efforts de TI dans la lutte contre la corruption, veuillez consulter : www.transparency.org.

Pour plus d'informations sur ce document de travail et d'autres documents de cette série, veuillez contacter Craig Fagan au secrétariat de TI : [ples\[at\]transparency.org](mailto:ples[at]transparency.org).

**TRANSPARENCY
INTERNATIONAL**

Téléphone

+49-30-343820 -0

Télécopie

+49-30-347039 -12

TRANSPARENCY
INTERNATIONAL

Alt-Moabit 96

10559 Berlin

Allemagne

Imprimé sur du papier recyclé